

Souverainetés et géopolitique du chaos organisé : le redéploiement des dispositifs extérieurs en Afrique

Aziz Salmone Fall

Conférence Afrika Neu Denken, Frankfurt am Main, September 2017

https://www.afrika-im-zentrum.de/Afrique_du_21_e_siecle_Souverainetes_et_geopolitique_du_chaos_organise_et_sortie_de_crise.pdf



Pour les illustrations et schémas il vaut mieux activer le lien web de la conférence



Cette carte donne les réelles dimensions de l'Afrique. À l'instar des projections des Atlas qui représentent le monde tel qu'il n'est pas, à l'exception de celle de Peters, les cartes traduisent le rapport hégémonique en cours. Il faut décrypter les cartes et la perception de la réalité géopolitique de l'Afrique. Des dispositifs extérieurs opèrent en Afrique au niveau de la militarisation, de l'investissement, de la coopération bilatérale et dans une moindre mesure multilatérale, mais aussi par le biais de courtiers de la société civile. Ces dispositifs sont aussi culturels et psychiques. Ensemble ils se sophistiquent au 21^e siècle tout en demeurant fidèles à la logique impérialiste, encastrés dans une modernité africaine hybride et en mutation.

«Dans sa dimension planétaire, le capitalisme contemporain procède toujours de la même logique impérialiste qui a caractérisé toutes les étapes de son déploiement mondialisé (la colonisation du XIXe siècle constituait une forme évidente de mondialisation). La « mondialisation » contemporaine n'échappe pas à la règle : il s'agit d'une forme nouvelle de mondialisation impérialiste, et rien d'autre. Ce terme passe-partout, sans qualification, cache la réalité majeure : le déploiement de stratégies systématiques développées par les puissances impérialistes historiques (États-Unis, pays de l'Europe occidentale et centrale, Japon) qui poursuivent l'objectif de pillage des ressources naturelles du Grand Sud et la sur-exploitation de ses forces de travail que la délocalisation et la sous-traitance commandent. Ces puissances entendent conserver leur « privilège historique » et interdire à toutes les autres nations de sortir de leur statut de périphéries dominées»¹

L'Allemagne a annoncé qu'elle disposera désormais d'une base militaire au Niger. Ceci vient contredire nombre d'assurances données par des représentants de ce pays lors de mon plaidoyer contre la présence de la base militaire de l'AFRICOM sur son sol. L'Allemagne, dans la même année, a financé pour l'Union Africaine l'immeuble Bâtiment Paix et Sécurité, baptisé Julius Nyerere pour un coût de 27 millions d'euros. Nyerere aurait peu apprécié l'érosion de nos souverainetés et la prolifération d'installations militaires et d'intelligence étrangères au nom de la realpolitik dictée par l'impérialisme. Le Japon et la Chine viennent récemment aussi de s'ajouter au portrait connu des forces occupantes de l'OTAN sur le continent. La guerre à la terreur a fait quelque 300 000 morts pour l'essentiel civils depuis 15 ans et des pays comme le Mali, la Somalie, le Nigeria et la Lybie sont désormais dans l'ornière. Dans le film Africom go home, bases étrangères hors d'Afrique² est illustré l'impérialisme du 21e siècle en Afrique et ses nouvelles physionomies. Il y a peu de mots dans les lexiques politiques à la mode et nous pouvons user de celui-là par défaut, même si les atours de cet impérialisme ont beaucoup changé. La décolonisation et libération de l'Afrique restent inachevées, en

¹ Samir Amin, L'indispensable reconstruction de l'internationale des travailleurs et des peuples,

<http://samiramin1931.blogspot.ca/2017/08/samir-amin-pour-une-internationale-des.html> ²

Version française <https://www.youtube.com/watch?v=2Wu8vC9MLoU>

Version anglaise : <https://www.youtube.com/watch?v=-HLjrzVHWPM>

Version allemande : <https://www.youtube.com/watch?v=N3bV-VIdqiM>

fait elle est en train d'être «recolonisée». Ce mot est utilisé en l'absence d'un terme plus à même de traduire l'invasion et la mise en dépendance et dépossession. Recolonisation géopolitique, subtilement, avec l'assentiment obligé de nos élites gouvernantes. Le budget 2016-17 de l'Union africaine est de 781 millions de \$ sans inclure les frais d'opération de maintien de la paix. Les Africains en payent 212 millions seulement, les 73% restants, soit 560 millions, sont financés par les Européens, la Chine, les USA et la Banque mondiale. Ceci en dit long sur notre souveraineté supranationale, et la taxe proposée au sommet de Kigali de 2 % sur les importations des pays membres de l'U.A pour financer le budget reste encore un vœu pieux.

Africom go home, bases étrangères hors d'Afrique illustre la bataille en cours pour le contrôle géopolitique de l'Afrique. Comme l'explique notre groupe le GRILA, pour l'Afrique, le « nouvel ordre mondial » où la mondialisation n'est qu'un redéploiement sélectif du

capitalisme de l'ère précédente. Il n'y permettra même pas l'émergence d'un « projet national bourgeois ». Quelques pays de ce continent au prix de la compradorisation, pourront s'ajuster aux exigences du système mondial. Les autres, en dépit de leur de croissance, vivront à son crochet et en seront progressivement marginalisés ou mis en réserve. Malheureusement, la plupart des pays africains, malgré l'échec des dernières décennies, s'évertuent à poursuivre une hypothétique sortie de crise orchestrée par les institutions financières et les voraces transnationales du grand capital. Les espaces de souverainetés qui avaient été acquis dans le sang et la souffrance ont été pour l'essentiel bradés. L'appropriation dite non-violente, par dépossession privatisée des ressources, se fait en général, avec l'assentiment de l'État endetté contraint et affaibli, et souvent la corruption de certaines élites en poste. La lutte effrénée des élites pour l'appropriation des moyens d'enrichissement qui y sont liés ou qui relèvent encore du domaine national par exemple l'espace foncier-, et celle pour l'appropriation des moyens de pouvoir et de violence ravagent le continent. L'affairisme est érigé en système et un mercantilisme de souk est laissé aux populations qui survivent dans les circuits informels. Pendant ce temps, l'or, l'uranium, le zirconium, le gallium, le dysprosium, le niobium, et plus banalement le soleil du Niger intéressent l'Allemagne qui s'est jointe à la France et à la Chine dans la dissection de cet eldorado densément peuplé d'une population majoritairement pauvre et dépourvue. Si le Niger est qualifié de pauvre, en fait il n'existe plus un recoin de l'Afrique qui n'attise pas les appétits voraces des avancées technologiques et industrielles du monde dit avancé. Ses canonnières et ses conflictuelles stratégies instrumentalisent, s'il le faut, toutes les potentialités belliqueuses locales, ou gardent sous tension et en réserve les zones qui ne sont pas encore d'intérêt productif immédiat.

Une ère qui ressemble à la 'pacification', euphémisme colonial qui décrivait leur déploiement militaire à l'ère coloniale, est brutalement en cours en Afrique. L'Afrique décolonisée postcoloniale, mais toujours pas souveraine, semble anesthésiée et inconsciente de l'ampleur du danger. Ses populations occupées à la gestion quotidienne du sous-développement. Une analyse plus fine de l'évolution des forces productives mondiales, et des contradictions autant du développement inégal du capitalisme qu'entre les oligopoles et États centraux, dans leur lutte de dépossession du monde, pourrait mieux camper la position difficile de notre continent. Comprendre le rôle du G20 qui tente de réguler sa propre position face à la rapacité des transnationales qu'il dessert sera aussi instructif. Contentons-nous de broser quelques angles géopolitiques pour les besoins de cette conférence de Frankfurt.

L'enjeu sécuritaire, antidote du terrorisme, a comme fonction de permettre de rendre les parrains de l'OTAN indispensables et incontournables. Bien que les aspirations populaires qui contestent cette voie ne disposent pas de l'espace politique pour être concrétisées, des forces progressistes s'organisent pour qu'elles y parviennent. Il faut absolument les soutenir.

Car la «recolonisation» est subtile et à la fois brutale (à l'instar de Kadhafi sodomisé au couteau avant d'être abattu et son pays déchiqueté). Brutale en raison de l'impérialisme et du néocolonialisme et des forces internes qui leur sont alliées, de la réingénierie privatisée de l'État, de la corruption locale et la gestion peu patriotique des deniers publics. L'ordre ou le désordre mondial est impitoyable pour l'Afrique, malgré ses slogans d'émergence et de futur reluisant. Plusieurs pans des formations sociales africaines seront marginalisés et condamnés à la mendicité et au règne cupide de castes de prédateurs. Les autres formations

sociales qui auront la possibilité d'être intégrées au marché mondial ne le seront qu'au prix de la compradorisation et de l'ajustement permanent aux conséquences, forcément de plus en plus cruelles, que demeureront insatiabiles les exigences du grand capitalisme. Mais en façade le taux de croissance et quelques rutilantes infrastructures serviront de cache-misère. La saignée démographique de nos migrants en est la sinistre illustration. Ceci est le sort que réserve le capitalisme néolibéral en cours à l'Afrique, c'est-à-dire la possibilité d'une vie décente à une infirme minorité de privilégiés et la vie de la multitude des autres aux crochets de quelques enclaves de luttes contre la pauvreté de bailleurs de fonds. En fait pour la majorité de la population, une économie informelle de produits en fin de vie, des rebuts et la perspective toujours présente de la survivance dans la misère. Il est trompeur de se fier dans toutes les capitales africaines à la spéculation foncière et immobilière ou à l'affairisme de souks refuges de capital improductif des classes moyennes et castes possédantes. Les hordes des jeunes qui croupissent dans la débrouillardise de l'informel veulent désertier le continent par manque d'horizon.

Ce qui est qualifié de mondialisation est un redéploiement de l'impérialisme. C'est un processus qui se déroule depuis près de 6 siècles et qui connaît une accélération vers l'entropie. Le désordre mondial s'acharne à gérer l'insupportable. Le marché mondialisé permet la circulation des biens, services et des marchandises à travers les frontières, mais restreint la circulation humaine, toujours plus triée, en fuite de cerveaux et bras corvéables. Les murs et frontières des archipels de prospérité de par le monde, y compris en Afrique, s'érigeront toujours plus haut et les hordes de jeunes aux horizons bloqués s'évertueront à les franchir. Malheureusement, la plupart des pays africains, malgré l'échec des 3 dernières décennies, s'évertuent à poursuivre une hypothétique sortie de crise orchestrée par les institutions financières et les voraces transnationales du grand capital. La dépolitisation entretenue de pans entiers de la société par des diversions culturelles et sportives et la fragmentation des pans politisés empêche aussi une riposte collective organisée. La recherche du consentement impérialiste cible au niveau socio-économique, par une stratégie de cooptation droit de l'homme et d'affaire, les faiseurs d'opinions, les journaux, média sociaux, entrepreneurs et société civile complaisante afin de compléter le travail d'encercllement militaire. Des forces progressistes s'organisent certes pour qu'elles n'y parviennent pas. Lorsqu'elles arrivent à renverser les compradors en place, la cohésion de la résistance et la mobilisation citoyenne sont faibles pour empêcher le reflux de pans de la restauration, sous de nouveaux oripeaux, comme au Burkina ou en Tunisie. Beaucoup de ces mouvements actifs, jeunes et impétueux, se constituent en contre-pouvoir, répugnent à l'organisation politique classique et à l'autorité, et ne sont pas intéressés à la conquête de l'État, se limitant au discours des droits de l'homme et de la démocratie. Ils ont du mal à discerner les sirènes racistes et populistes qui leur font miroiter des alliances douteuses. Ils ne discernent pas non plus le tableau en cours. Déstabiliser toute avancée progressiste et l'aligner comme partenaire sur la stratégie sécuritaire globale est le moto de l'OTAN.

Il faut en réponse plus d'engagements politiques citoyens, élargir la marge d'action de l'État et recouvrer les espaces de souveraineté et sauvegarder le bien commun. Bref, la démocratie et les stratégies progressistes devraient être orientées dans le sens du développement autocentré et populaire. Nous pourrions au moins, si cette alternative est pour certains radicales, élargir la marge de manœuvre de l'État en nous inspirant des pays scandinaves qui ont su quoi faire dans les années 70.

Nous répétons ce que dit notre déclaration Africom go home alors que l'Africom vient de finir des manœuvres au Sénégal avec plusieurs pays pour l'Afrique de l'Ouest. Les administrations américaines

changent, mais le système reste et sa sénilité le rend encore plus pernicieux. Les USA sont une grande puissance qui tente de tempérer son déclin par la ruse et la force. 6000 bases dans le monde desservent sa stratégie. À lui seul, le budget américain totalise celui des 7 pays qui le suivent dans le classement militariste et l'OTAN représente 75% des dépenses militaires mondiales, quoique la Chine et la Russie combinées ne soient pas négligeables.

Dans la lignée d'une politique expansionniste et agressive en Afrique, le commandement général des États-Unis pour l'Afrique, AFRICOM, lancé par l'administration de Bush Jr, prétend protéger la sécurité nationale des États-Unis en renforçant les capacités de défense des États africains contre des menaces transnationales et y permettre un environnement favorable à un développement harmonieux. Il cherche à établir une nébuleuse décentralisée en rhizome sur le continent africain en transférant progressivement des maillons de l'AFRICOM qu'il positionne, depuis 2008 à Stuttgart en Allemagne. Là est aussi cantonné le U.S. Marine Forces Africa (MARFORAF) qui coordonne les frappes militaires et les manœuvres sur le continent. Le général Rodrigues, chef de l'AFRICOM est parti à la retraite sur une controverse quant à la portée et les actions de l'AFRICOM. Il est remplacé par le Général de marine Thomas D. Waldhauser, secondé par le Marine Gen. Joseph F. Dunford Jr. Tous en réalité cachent l'ampleur des actions militaires et d'intelligence, comme on a pu s'en rendre compte dans les témoignages contradictoires au congrès, sur les sorties meurtrières, le nombre de drones, l'argent dépensé, l'ampleur des installations, la réalité de la nébuleuse terroriste. Rodrigues qui se vante, au moment de sa retraite après 40 ans de carrières, de plus de 30 exercices militaires majeurs de l'AFRICOM et quelques 1000 engagements militaires a été vertement critiqué par son successeur.³ Dans les faits, on notera pendant les actions asymétriques musclées de l'AFRICOM contre l'épouvantail transnational plutôt l'avènement de davantage de groupes terroristes, et une extension des conflits et opérations à des zones jamais ou peu affectées. Il y eut plus de 2000 incidents en 2015 et autant par la suite. Des pays comme la Centrafrique, le Burkina, le Cameroun, le Burundi, la RDC, le Tchad, le Niger, le Nigeria, l'Éthiopie ont complété l'instabilité du Mali, Lybie, ou Somalie...

Cette perspective d'une base de l'AFRICOM en Afrique, pour l'instant rejetée par la plupart des pays du continent, en séduit quelques rares, comme à Djibouti. Elle s'impose sur le mode du fait accompli, à mesure que progresse la stratégie d'endoctrinement, d'encercllement et de diffusion dans le continent et qu'y sont entretenus des foyers de tension suspects. En effet l'AFRICOM, les dispositions de l'OTAN et des initiatives unilatérales de certains pays de l'OTAN comme la France se font dans l'intérêt exclusif des pays du centre et leurs compradors locaux. Cette géopolitique des bases ne vise

³Turse Nick, When AFRICOM Evaluates Itself, the News Is Grim, <http://www.truth-out.org/news/item/37074-when-africom-evaluates-itself-the-news-is-grim>

qu'à sécuriser, dans la durée et à leurs propres fins, nos matières premières et notre espace stratégique face à l'appétit des puissances émergentes du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et notre propre perspective d'unité.

Aucun de ces pays de l'OTAN n'a besoin de facilités militaires aussi grandes en Afrique. Non seulement ils disposent de plusieurs bases et facilités, mais vont où bon leur semble sur le continent, en raison de clauses bilatérales et autres arrangements connexes. La plupart des armées des pays africains ont été cooptées par les forces des États impérialistes et leurs milices privées et autres compagnies de sécurité. Ces forces de surcroît alimentent, directement ou indirectement, le péril terroriste qui prospère sur le terreau du sous-développement. Sinon, elles s'ingénient à freiner les avancées démocratiques comme en Afrique du Nord en fragilisant certains pays ou en soutenant par des pays alliés du Moyen-Orient des régimes rétrogrades. La bisbille entre le Qatar et l'Arabie Saoudite s'investissant sous leur rôle de sous traitants impérialistes et de parrains du terrorisme est élogieuse. La mise sous tutelle de nos pays est très avancée, en raison de leur déstructuration par trois décennies d'ajustements structurels de désengagement de l'État, de gouvernance managériale, de diversion démocratique et de dépolitisation. Au niveau militaire, les pays africains sont dispersés, fragilisés et désunis sur les enjeux fondamentaux d'occupation entre autres au Congo, en Côte d'Ivoire, en Libye et au Mali.

Le chantage d'instabilité menace à plus long terme l'unification panafricaine à travers ses maillons faibles, les Grands Lacs, le Soudan, l'Égypte, le Nigéria, la Tunisie, la Centrafrique que l'Algérie... Les rivalités couvent aussi sur des contentieux explosifs comme le barrage sur le Nil entre l'Éthiopie et l'Égypte. Sur les théâtres d'opérations, l'ONU est instrumentalisée, laissant les coudées franches aux forces de l'OTAN. L'unité d'apparence des pays africains militarisés dans ces missions l'est surtout dans le sillage de l'impérialisme. Trente-six pays du continent ont d'ores et déjà envoyé se faire former à Washington la « prochaine génération de leaders du secteur de la sécurité » (ACSS- African Center for Strategic Studies). Ces hauts gradés viennent s'insérer dans un dispositif de renforcement des capacités opérationnelles et militaires sous l'AFRICOM's Theater Security Cooperation programs (TSCP). Africa Contingency Operations Training and Assistance (ACOTA) programme complète ces programmes de formation de la troupe et s'insinue jusque dans la formation multilatérale de pacification onusienne. Depuis une dizaine d'années, une quantité toujours plus grande d'armées africaines participent annuellement aux manœuvres FLINTLOCK de lutte antiterroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest, Centrale-Tchad, ou comme la base de Drones de Garoua⁴ au Cameroun- et du Rwanda, et dans la corne de l'Afrique – bases de drones MQ1 et MQ 9 du Kenya, d'Ouganda,

⁴ Lire le troublant article sur le Cameroun, Joshua Hammer, The US Extends Its Drone War Deeper Into Africa With Secretive Base, [The Intercept](#).

d'Éthiopie, Seychelles. AFRICA ENDEAVOR est quant à elle une manœuvre dans le secteur de la communication d'intelligence. CUTLASS EXPRESS est une des manœuvres maritimes censées contenir les trafics en tout genre dans l'Afrique de l'Est et l'océan Indien. Certes, il y a une insécurité inhabituelle sur le continent pour prétexter tant d'élans belliqueux. De plus en plus de noyaux, de nature terroriste ou d'aventuriers politiques, existent et disposent de leur propre agenda, nuisant autant à « l'ordre du monde » qu'aux

pays africains. Mais, ce sont des épiphénomènes. Le plus souvent, les origines des conflits, que ces puissances disent enrayer, découlent de l'échec du développement et de la pauvreté, des incidences de leurs propres politiques, de délinquances et trafics issus de conflits perdurant, de l'instrumentalisation du désordre, d'intérêts liés à leurs Juniors. Les Juniors sont de petites firmes multinationales qui s'acoquinent aux nébuleuses de rebellions ou de terroristes pour l'accès aux ressources. Leurs accointances avec les forces étrangères, ou des agences de sécurité qui viennent ensuite « libérer » les zones contentieuses, font partie de la stratégie du tout sécuritaire validant la militarisation et l'investissement minier. Plusieurs régimes politiques de nos pays participent à ce brigandage, ou alors sont soumis aux chantages des conditionnalités des libéralisations et des ressources extractives.

La mise sous tutelle de nos armées nationales, ou ce qui en reste, et la perspective de voir se renforcer en Afrique la constellation base de l'AFRICOM ainsi que la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres hypothèquent toute réelle intégration africaine. L'Afrique est progressivement insérée de force sous le parapluie de l'OTAN. L'AFRICOM aide l'OTAN et réciproquement sans que ne soient plus discernables leurs nuances. Si le secrétaire général de l'OTAN Rasmussen avait reçu à Washington le « Distinguished Leadership Award » du Conseil atlantique, cela ne veut pas dire que Washington accorde tant d'importance à l'OTAN. Le Pentagone pense d'abord et avant tout aux intérêts américains. L'AFRICOM comme l'OTAN quadrillent le continent, sophistiquant une politique qui remonte à loin. Les entraves aux indépendances et renversements de régimes progressistes ; l'échec de l'endiguement de la lutte contre l'apartheid ; les errements de la politique américaine en Somalie et au Soudan et ses tractations avec El Qaeda et les attentats jihadistes avant ceux du 11 septembre et la politique dite antiterroriste qui en a découlé en sont quelques moments historiques. En 2002, c'est l'initiative pan sahélienne antiterroriste avec quatre pays sahéliens. Elle est portée trois ans plus tard à TSCTI Trans-Saharan Counter-Terrorist Initiative qui adjoint cinq pays de plus. L'EACTI East Africa Counter-Terrorist Initiative prolonge pour l'Afrique de l'Est en englobant six autres pays. Dans la même année 2005, l'OTAN est venue assister l'Union africaine au Darfour. Deux ans plus tard, elle confectionne l'étude qui sera la matrice des brigades des FAA, forces africaines en attentes, censées maintenir la paix continentale et qui devait déjà être opérationnelle en 2015. Ceci

est un déni de la souveraineté continentale. L'OTAN et l'AFRICOM n'ont en réalité pas besoin de plus que leur actuel officier de liaison militaire de haut rang (SMLO) agissant comme point de contact des activités avec l'Union africaine.

Le changement d'attitude d'un pays comme l'Allemagne est à cet égard significatif. Pays d'où le sinistre congrès de Berlin a été prélude à la balkanisation du Congo et du continent, il est aussi le lieu d'établissement de la base américaine AFRICOM. Depuis une dizaine d'années, la politique africaine de l'Allemagne se fait de plus en plus proactive et musclée. On peut citer entre autres les contingents avec l'union Européenne EUROFOR RD Congo (2006) ; EUNAVFOR Atalanta (contre la piraterie dans les eaux somaliennes ; conseillers militaires en Somalie et au Mali (EUTM Mali et EUTM Somalia). À partir de 2014 le virage sécuritaire est plus observable et précisé dans le cadre des « Lignes directrices de la politique africaine » où l'action militariste dans les opérations internationales de maintien de la paix est envisagée. L'avènement d'un pouvoir majoritairement à droite fait craindre le pire.

Les Américains, en vertu de leur National Defense Autorisation act 2016, ont lancé une base aérienne à Agadez au Niger de 50 millions de \$. Les Américains ont toujours caché qu'ils

étaient au Niger. Le 5 octobre dernier, ils reconnaissaient avoir perdu 3 soldats et évacuaient d'autres blessés à l'hôpital américain de Landstuhl. Les soldats d'AFRICOM avaient été piégés par des individus qu'ils essayaient d'intercepter vers le village de Tongo Tongo proche du Nord-Tillabéri. De même la demande d'une base militaire allemande au Niger est la fin de la prudence militaire reconnue de ce pays. En se joignant aux dispositifs dits antidjihadistes des bases américaines et françaises dans le pays, officiellement pour le transport aérien appuyant la MINUSMA, le pas est franchi pour une extension au dispositif du Mali voisin. La défense proactive des intérêts économiques miniers stratégiques est notable. Le secteur des énergies renouvelables n'est pas en reste, à voir le juteux contrat signé avec Siemens en Égypte. La bataille stratégique de l'hégémonie allemande passe par la reprise de contrôle de sa marge d'investissements et de la maîtrise de son or. Otage de la guerre froide chez ses alliés, l'or de l'Allemagne a été pour l'essentiel stocké à Washington, Londres et Berlin. La Bundesbank veut récupérer d'ici à 2020 la moitié des réserves d'or de l'Allemagne ici même à Francfort. Au total, le pays posséderait 3 386 tonnes d'or, 1.347 tonnes à la Réserve fédérale de New York (39,9%), 435 tonnes à la Banque d'Angleterre (12,9%) et 196 tonnes à la Banque de France (5,8%). Soumise au chantage de la réduction des forces américaines en Allemagne, et la nécessité de convertir une portion de soldats dévolue à l'Afrique et cantonnée à Stuttgart par l'AFRICOM, en retour d'une portion de cet or, l'Allemagne viole sa propre constitution en abritant cette base. Permettez-moi

d'illustrer par un extrait de mon film Africom go home cet enjeu (séquence du film montrant l'enjeu de l'or, la base et le déploiement allemand).

En 2016, l'Allemagne aurait déjà recouvré 111 tonnes des États-Unis et 105 de France. La réticence des États-Unis à lâcher cet or accroît la volatilité du marché de cette denrée d'autant que la Chine dispose de 1000 milliards de dollars d'obligations en bons du trésor américains. La pression de Washington de réévaluer le Yuan, fait rétorquer à Beijing de convertir ses bons en or, ce que Washington ne peut ni veut faire. Cette guerre des devises n'en est qu'à ses balbutiements.

En Chine, le socialisme de marché chinois est aussi frappé de tendance bourgeoise et d'élans d'oligarques mandarins préoccupés de leurs seuls intérêts. Ils ne sont cependant rien sans l'État chinois. Il y a un rapport de force et une lutte interne sourde en cours en Chine. Si cette tendance pro affairiste triomphe, l'Afrique devra se prémunir de ce qui sera alors un social-impérialisme affirmé. Pour l'instant, on ne voit pas en dehors de l'hégémonie économique et sa voracité pour les matières premières une volonté d'occupation militaire tacite. Cependant sous le prétexte de défendre ses intérêts économiques et commerciaux dans le golfe d'Aden la Chine vient d'y suivre le Japon. À Djibouti, après les bases des Français, les Américains et des Japonais, voici que la Chine va disposer d'un espace logistique. La zone franche industrielle qui vient d'être signée avec Djibouti et la sécurité de cette nouvelle route de soie en terre africaine fait monter d'un cran la convoitise géopolitique de l'impérialisme sur le continent. À ce moment, la Chine rejoindrait plus qu'objectivement les centres de l'impérialisme en violant son discours non aligné et sud/sud. Elle soutient que sa politique militaire est défensive et pacifique. La Chine jusque-là défendait surtout ce qui est à l'intérieur de sa muraille et elle est consciente de sa puissance accrue et de ce que cela provoque comme crainte de par le monde. Elle tient à rassurer autant l'impérialisme que les pays d'Afrique, qui pour l'instant peuvent encore profiter de cet échange Sud-Sud avec intelligence si les intérêts populaires passaient d'abord avant tout. Malheureusement la plupart de nos régimes sont compradores et n'ont qu'une vue à court terme et pécuniaire.

Le Japon est une autre illustration de cette ruée pour joindre les anciennes puissances occupantes. Depuis 2011, le Japon a quelque 180 soldats sur sa base de 12 hectares de Lemonier désormais trop petite. Voici qu'il décuple sa coopération privée et publique pour l'Afrique de 30 milliards et l'assortit d'un plan d'agrandissement de sa base. Un bail additionnel est demandé à Djibouti pour un million de \$ par an et des terrains attenants en plus on semble-t-il être octroyés pour mieux loger les avions C- 130 et les blindés Bushmaster nippons.

Aux dernières nouvelles, les Émirats du Golfe, la Turquie veulent aussi une base à Djibouti, mais songent à la poster... en Érythrée.

Ce système capitaliste militariste en crise systémique crée une aspiration qu'il ne peut satisfaire pour la multitude. Elle est bien sûr attirée par le faisceau de la lumière comme des papillons éberlués. Mais une jeunesse consciente subsiste et elle n'est pas si dupe. Ce système capitaliste est sénile et angoissé et sa viabilité au niveau écologique est nulle. De l'esprit de Bandung, et de la tricontinentale, combien d'Africains se souviennent ? De Ben Barka et de pourquoi il est mort pour notre dignité? Comment ne pas remercier Cabral, le Che dont les autochtones de Bolivie aujourd'hui au pouvoir commémorent 50 ans de sa disparition ; ou les internationalistes cubains qui se sont sacrifiés pour notre libération en Afrique australe et ailleurs ? Les valeurs qu'ils défendaient sont de loin plus nobles que les chimères du capital qui aveuglent nos enfants. Ces derniers sont de plus en plus dans l'insouciance, l'impuissance ou la désorganisation. Une repolitisation démocratique s'impose et la démythification du délire sécuritaire. Pour tempérer leur déclin économique, et coopter les bourgeoisies des pays émergents dans leur sillage, il y a une surenchère terroriste des grandes puissances. Cela leur permet de faire justifier leur parrainage de tous les pays qui ne peuvent se défendre contre le péril terroriste. Ils sont les premiers responsables de la boîte de pandore terroriste qui désormais rhizome dans des terres fertiles du sous-développement et de la frustration où le ressentiment anti-occidental et les agendas contradictoires s'épanchent. La conditionnalité sécuritaire est donc venue se greffer à la conditionnalité politique des ajustements économiques, dite gouvernance. L'encercllement militaire de la Chine par les États-Unis et ses alliés; le repartage du monde pour l'appropriation exclusive des richesses subsistantes, mais considérables en Afrique, attiseront autant les rivalités interimpérialistes que les pays africains. Les élites africaines mystifiées et apeurées, qui ont été dessaisies de leurs attributs de souveraineté par les ajustements, cautionnent cette mise en tutelle et repoussent, parfois à contrecœur, les gestes fermes d'autodéfense et de souveraineté panafricaine. Ils succombent à l'enclosure de l'OTAN. Il y donc désormais une constellation de bases où les intérêts de la Françafrique côtoient les dispositifs de l'OTAN, de l'AFRICOM, des réseaux d'intelligence de logistique et de cooptation totale de nos armées et de nos leaderships politiques. Avec la dépendance technologique et la servitude volontaire de pans entiers dépolitisés ou désinformés de nos tirailleurs modernes, j'ai le sentiment que nous sommes moins préparés à résister à ce phénomène complexe que nous avons su résister contre la colonisation du vingtième siècle. Malheureusement la plupart de nos régimes sont compradors et n'ont qu'une vue à court terme et pécuniaire. Voilà pourquoi il faut défendre avec audace et la dernière énergie notre continent et l'infléchir vers l'élan confédéral.

G20 et régulation de l'ordre transnational

L'unipolarité libérale a permis que la logique de nouvelles forces transnationales, pilotées par des États, instaure apparemment d'innovantes formes normatives de régulation. Les États, de retour à la faveur de la crise, ont fait du neuf avec de l'ancien, intervenant, certes sans précédent, à la rescousse d'un système économique et financier. Ce dernier paradoxalement désuet et avant-gardiste hypothèque toujours l'avenir de l'humanité. Le G20 semble représenter une pièce maîtresse de ce dispositif. Pour ce type de regroupement, rappelons que c'est d'abord le G77, créé en 1964 pour véhiculer les préoccupations du tiers-monde pour un autre ordre mondial, qui a probablement permis, dans la foulée du mouvement des non-alignés, de moraliser et de rendre plus progressiste le droit international, la coopération internationale et le développement. Dans la mondialisation néolibérale, le G5, au fond le moteur de la triade E-U - premiers pays d'Europe et Japon —, a fait de l'exaltation du marché le credo pendant que les États les plus puissants qui le composaient semblaient de plus en plus transcendés par les firmes transnationales. Ce G5, porté à G7 puis à G8 a davantage correspondu à la volonté des pays les plus riches et industrialisés d'impulser ensemble la régulation mondiale. Il faut y souligner l'activisme du Canada qui comme pays intermédiaire entre géants de l'économie monde a permis la cristallisation de ce regroupement. Le G5 d'aujourd'hui est le clone de l'ancien et correspond désormais au regroupement des pays dits émergents les plus riches (Chine, Brésil, Inde, Mexique et Afrique du Sud), ou BRICS. Sous les oripeaux de l'appellation des anciens maîtres du monde, ces tigres aspirants à une nouvelle territorialité de l'espace monde confortent autant le statu quo qu'ils le recomposent. Après une tentative de G22 et de G33, ce groupe de pays dit émergent a été récemment coopté avec ses seconds pour être associé aux pays du centre et finalement donner le G20.⁵

Le G20, fort de représenter 80 % du commerce mondial, 90 % des produits nationaux bruts et de rassembler près des deux tiers de la population mondiale, prend l'intendance de réguler l'architecture de l'économie mondiale surtout dans le désarroi et le désenchantement qu'instaure la crise. Quoique dans son Global Plan for Recovery and Reform, il reconnaisse « A global crisis requires a global solution » on peut questionner comment finalement ce rôle lui reviendrait. Advenu à l'essoufflement du G7-G8, le G20 gagne en importance lors de la crise économique de la fin des années 90. En 2007 au Sommet d'Heiligendamn, les chefs d'État du G8 et G5 scellent leur consensus

⁵ (Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; France; Allemagne; Inde; Indonésie; Italie; Japon; Mexique; Russie; Arabie Saoudite; Afrique du Sud; Corée du Sud; Turquie; Royaume Uni; États Unis, représentation U.E.).

qualifié d'HDP (Heiligendamn Dialogue Process)⁶ en vertu duquel une logique de partenariat se dessine, sous la houlette de leurs sherpas, sur de grands enjeux planétaires. Mais ce dialogue est plus que logistiquement encadré par l'OCDE. Ces dispositifs vont aussi contribuer à lubrifier et rapprocher les vues des membres du G20, en assurant de nouveaux points d'entrée au G5 dans leur logique de partenariat avec les pays dits émergents comme l'atteste la fusion de l'agenda Heiligendamn et du sommet du G8 de l'Aquila. Les membres du G8 ont décidé de poursuivre ces tractations sur une période continue.

Dès lors, sur le G20, des tenants de l'ordre mondial semblent vouloir faire reposer l'issue de la récession profonde dans laquelle est actuellement empêtré le capitalisme des oligopoles. La cooptation des semi-périphéries émergentes (il y a 15 ans leur poids était de moins de 40

% de la production annuelle mondiale et ils en constitueraient la moitié aujourd'hui) permet au G20 de représenter l'essentiel de l'économie monde et de s'arroger la tâche de proposer des voies de sortie de crise à l'humanité. Va-t-on véritablement vers l'établissement d'un ordre mondial dicté par un ordre ploutocratique fut-il cosmopolite ? La légitimité de cette nouvelle entité repose sur sa faculté d'infléchir certaines des politiques de régulation des pays du centre et des institutions financières internationales. Elles escomptent moraliser une économie ultralibérale qui, dans les deux dernières décennies, a imposé le joug du tout marché et du désengagement de l'État laissant libre cours à la financiarisation de l'économie et des dérives spéculatives⁷. Ces dernières ne sont pas les réelles responsables de la crise du capitalisme, mais comme bouc-émissaires⁸, elles fondent l'essentiel des diagnostics retenus par le G20. Quant aux solutions que le G20 préconise, elles visent à rénover le système, mais semblent destinées à le perpétuer sous de nouvelles formes au profit de l'accumulation du capital, tout en donnant l'impression aux opérateurs économiques et à l'opinion publique qu'un nouvel ordre s'est amorcé. Cette soudaine intégrité imposée par la crise sera-t-elle superficielle ou profonde ?

⁶ http://www.oecd.org/document/46/0,3343,en_21571361_40549151_40556654_1_1_1_1,00.html

⁷ Voir Michel Aglietta et Antoine Rébérroux, *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel, 2004.

⁸ Ni «une trop grande liquidité» résultant de la «politique monétaire expansionniste des États-Unis», ni un «trop-plein mondial d'épargne» n'expliquent le quasi-effondrement du système financier. Pas plus que de mauvais comportements individuels. Il est vrai que sans la cupidité de trop nombreux acteurs s'efforçant de tirer des rendements à deux chiffres d'un système économique dont le taux de croissance n'atteint qu'un chiffre, la crise n'aurait pas éclaté avec autant de brutalité. Mais de bonnes politiques auraient dû anticiper le fait que les hommes peuvent être cupides et raisonner à courte vue. Si le brusque dénouement de positions spéculatives dans presque tous les secteurs des marchés financiers a été déclenché par l'éclatement de la bulle des prix de l'immobilier aux États-Unis, toutes les bulles qui s'étaient créées n'étaient aucunement viables et auraient fini tôt ou tard par éclater. Les décideurs qui auraient dû être plus clairvoyants ne sont tout simplement pas crédibles quand ils affirment que la cupidité a dépassé les limites ou que les autorités de réglementation «se sont endormies à la barre». In *Résumé, La crise économique mondiale: défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales*, CNUCED, 2009.

http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf

Le postulat d'une sortie de la crise d'accumulation par le marché et par la croissance entretenue par la finance n'arrange que le capitalisme des oligopoles et défavorise l'essentiel de l'humanité et l'écosystème. Alors que d'autres solutions plus démocratiques comme le G192, les voix des peuples du Sud ou des sociétés civiles sont laissées pour compte, il est essentiel de faire comprendre que la réforme de cet ordre mondial par le G20 demeure conjoncturelle. Ces réactions concertées repoussent l'échéance pourtant urgente de changements structurels et fondamentaux.

Au sommet G20 Finances à Baden-Baden, les pays avancés ont convié la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Sénégal, le Rwanda et la Tunisie à se joindre à eux pour un « partenariat avec l'Afrique » dit gagnant- gagnant et visant démultiplier les investissements privés en Afrique. Le « Compact avec l'Afrique » cible les investissements du secteur privé, essentiellement en infrastructures et à coopter nos forces productives dans une économie extravertie. Chaque pays africain flanqué de la tutelle du G20, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement doit négocier un plan d'action qui lui sera spécifique. Au préalable, une série de conditionnalités axée sur des réformes doit rendre le pays encore plus susceptible d'accueillir le cadre d'affaires. Le désengagement et

la réingénierie de l'État des 20 dernières années qui ont anémié l'État africain ne suffisent visiblement plus. Loin du Plan Marshall offert à des conditions libérales pour reconstruire l'Europe dans le cadre de l'État providence, le Plan Merkel (Merkshall ?) est un cheval de Troie du capital allemand et européen adoué par les bourgeoisies comparadors africaines avides de perpétuer l'extraversion. Il s'agit encore d'ajuster davantage la matrice de nos économies aux exigences de l'accumulation européenne, mais aussi de permettre de par la cooptation de nos forces de travail, contenir les migrations issues de ces politiques économiques contraignantes.

«These actions would form the basis for compacts between interested African countries and donor/investor countries, with the expectation that implementation of a coherent set of measures will produce a powerful signal, leading to a change in risk-adjusted expected returns for investors—and an ensuing surge in investment, in particular from private sources».⁹

Associationnisme et efficacité libérale pour sortir de la crise

Un postulat partagé par les membres du G20 est la croyance que les vertus des principes du marché, le libre échange, des systèmes financiers mieux régulés sont les garants de l'entrepreneuriat, de l'innovation, d'une croissance robuste et de la réduction de la pauvreté. Leur analyse de la crise

⁹ <https://www.compactwithafrica.org/content/compactwithafrica/home/about.html>

économique mondiale actuelle est que l'embellie économique de la dernière décennie ait contribué à sous-estimer les risques financiers et à empêcher les diligentes capacités de réactions globales, alors que de plus en plus de pratiques managériales financières aventurières, frauduleuses ou nébuleuses minaient le système économique. Ce dernier était par ailleurs déjà fragilisé par des mesures macro-économiques inadéquates et souvent peu concertées. La combinaison de ces effets aurait produit l'effondrement économique déjà noté il y a dix ans.¹⁰

Le G20, en réponse à l'effondrement du système financier, a émis la Déclaration de Washington de novembre 2008, assortie d'un plan d'action de 47 mesures et du suivi de sa feuille de route. Ensuite le sommet de Londres d'avril 2009 a accouché d'une déclaration sur la consolidation du système financier et d'un plan global de relance et de réformes. C'est ce dernier qui a été réaménagé par les ministres des Finances au sommet de Londres de septembre 2009. Depuis, au sein de l'OCDE, on tente d'aplanir quelques tenaces vues discordantes. Ces mesures et engagements correspondent à la volonté affichée de réitérer la fiabilité du système, à la condition de moraliser des segments du système financier délinquant et obsolète malgré ses dérivés innovants. Ces efforts escomptent renflouer l'ordre économique mondial de façon à restaurer le crédit et la confiance des investisseurs. On présume que ces mesures stimuleront la reprise et éloigneront les perspectives d'aggravation de la récession et la survenue d'une dépression.

La Déclaration de Washington et son plan d'action traduisent à la fois l'urgence et la gravité de la situation et la volonté manifeste des leaders de prouver qu'il y a bien des pilotes à

cette mondialisation en déroute. Après une ère marquée par le désengagement de l'État, la bonne gouvernance et l'autorégulation (qui ont donné l'illusion managériale que l'on pouvait par les vertus du marché laisser l'économie s'épanouir et les sociétés se prendre en main) voilà que l'État reprend du service sous la houlette du grand capital et que la bonne gouvernance s'applique désormais à la finance mondiale. Il n'est donc pas surprenant que la déclaration énumère des actions hardies pour remédier à la crise. En vue de relancer l'économie, les leaders avaient réitéré à Londres qu'ils entendaient rendre disponibles des liquidités, renflouer et soutenir le capital des institutions financières et redresser les déséquilibres financiers et fiscaux. C'est ce rôle de leadership que l'Allemagne a pris, et encore davantage depuis le Brexit. Les pays du centre reconnaissent par le fait même que les institutions financières doivent être tenues responsables du désastre économique, et

¹⁰ "Roots causes of the current crisis, in Declaration Summit on financial Markets and the World Economy", G20, Nov 15, 2008.

que seules leur reconnaissance des pertes occasionnées, leur transparence et leur meilleure imputabilité et gouvernance garantiraient les chances des réformes suivantes.

Le G20 est conscient de l'existence du supra-impérialisme et sa crise, c'est-à-dire la crise de la gestion de la mondialisation néo-libérale. Je qualifie de supra-impérialiste le capitalisme des oligopoles. Une de ses caractéristiques le rend capable désormais par son segment financiarisé d'entretenir et d'ordonner tous les systèmes productifs. La capacité du supra-impérialisme de transcender les formations sociales ne signifie pas qu'il y aille seulement du haut au bas verticalement et transversalement, mais aussi par la reproduction endogène. La déréglementation mondiale des marchés d'action, le regroupement dans les fonds de pension de l'épargne financière, la gestion du travail et de l'entreprise par le capital actionnarial occasionnent ainsi de profonds changements structurels. «Cette prépondérance de la finance globale implique une certaine autonomie entre les mouvements de capitaux et les autres dimensions de la mondialisation, en même temps qu'une forte réduction des contrôles étatiques ou des régulations bancaires. La logique de la configuration financière ne se borne pas à l'activité des organismes financiers, elle touche de plus en plus la gestion des firmes industrielles».¹¹ Cette prééminence de la financiarisation du capitalisme s'étend donc à toutes les composantes du marché du travail et aux diverses transactions des produits. Les centres principaux du capitalisme mondial, vieillissants et ayant délocalisés ou ayant été dessaisis d'une grande portion du travail productif et où sont lotis ces oligopoles, disposent encore de la maîtrise de l'accumulation, de l'hégémonie et des ressources naturelles. Ils ne sont pas pour autant omnipotents. Parce que littéralement articulés sur leur segment financier, ils sont très vulnérables puisque fragilisés par le krach financier. En cooptant les pays du G20, le cœur oligopolistique des pays du centre escompte, en se redéployant, perpétuer et reproduire sa rente planétaire. Une majorité de droite et d'extrême droite en Allemagne ne peut qu'intensifier cette tendance. L'ambivalence des formations périphériques les plus avancées (BRICS etc.) qui participent à ce projet sera déterminante dans l'évolution de ce regroupement voire du monde. D'un côté leur fragile, autocentrage et l'hypothétique perspective de se voir constituer en Centres. Ici réside leur espoir de se défaire de ce rôle de relève et d'arrière-cour du capitalisme mondial, dans lequel ils élargissent certes des enclaves où ils excellent. De l'autre, leur réalité patente illustrant l'incapacité de déploiement horizontal et socio-économique de leur développement. Celui-ci se traduit par l'incapacité d'absorption et de modernisation de l'essentiel de leur force de travail.

¹¹ Charles Albert Michalet, *Mondialisation, la grande rupture*, Paris, la Découverte, 2009, p9.

L'analyse d'Amin demeure donc toujours d'actualité :

«Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres».¹²

Promouvoir l'intégrité des marchés financiers

Lors du krach financier de 1987, la banque centrale américaine, la FED, avait préconisé une politique monétariste expansionniste. Alan Greenspan avait garanti la liquidité à bas prix et la planche à billets a fonctionné à plein régime, devenant chronique. Ménages, entreprises et spéculateurs y recourent et les banques sont convaincues que la FED sera toujours là pour éponger et les renflouer. Enron, Worldcom, Bear Stearns, Subprime, Amaranth, l'industrie automobile, Freddie Mac, Fannie Mae Madoff, Merrill Lynch, AIG, Lehman Bro., une litanie qui avait défrayé la chronique en effet domino sur la solvabilité de toute l'Amérique, compromettant toute l'économie de marché ailleurs.

Pour le G20, permettre le retour vigoureux du crédit à l'échelle nationale et la circulation abondante des flux de capitaux à l'international a nécessité une perfusion massive de capitaux au système bancaire. Ces liquidités revigorant autant le capital que les actions étaient de l'ordre d'un engagement d'un billion de dollars.¹³ La somme allouée demeure néanmoins colossale et inégalée dans l'histoire. Elle est censée permettre la relance budgétaire et elle se poursuit en 2017. Cette somme est en réalité une défaite globale qui cache l'incapacité d'harmoniser les politiques budgétaires des membres du G20, et amène, par défaut le recours au FMI et à la Banque mondiale, pour y arriver. Qui se souvient que Georges Bush a été le premier des présidents américains à connaître l'humiliation de se rendre au siège du FMI. À l'occasion de la réunion du G20 à Washington, chaperonné de son secrétaire au Trésor, il a reconnu aux pays émergents combien l'Amérique avait désormais besoin d'eux. Depuis, le FMI que l'on croyait condamné est revitalisé. Le FMI a bénéficié le plus des largesses récentes du G20 compte tenu du nombre de pays qui risqueront de se présenter pour se faire perfuser, à grandes doses de conditionnalités cependant. En

¹² Samir Amin, *Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale ?* Conférence de Durban contre le racisme (Août 2001)

¹³ Cependant si on comptait tous les plans de relance au monde, il en coûterait cinq fois plus à en croire l'ex premier ministre Gordon Brown.

plus d'avoir pu engranger près des trois quarts de la somme, de voir tripler ses DTS, et de pouvoir aller dorénavant emprunter aussi sur les marchés internationaux, il voit son pouvoir de surveillance accrue. On a pu voir des situations paradoxales comme le Brésil prêter 10 milliards au FMI! Le FMI sort grandi du G20, il peut superviser des taches au FSB

et noter les performances et les défaillances des pays, c'est ce qui explique l'encadrement du Compact avec l'Allemagne. Le G20 a aussi recommandé et amorcé une plus grande coopération et circulation d'information financière entre pays. Ceci ne renvoie pas qu'à la lutte contre le blanchiment d'argent, ou l'enrichissement illicite comme le Stolen Asset Recovery Initiative (STAR de l'ONU et Banque mondiale). Mais davantage à la révision des codes de conduites protégeant les investisseurs, comme ce que prévoit le Compact.

C'était d'actualité aux célébrations des soixante ans du système monétaire international et davantage avec la crise actuelle de concrétiser l'idée d'un Bankor, d'une devise internationale comme en rêvait Keynes. Stiglitz soutient que « [l]e système actuel est inéquitable et il contribue à l'instabilité et à une demande insuffisante. Pour se protéger de l'instabilité financière, les pays en développement prêtent des milliards de dollars aux États-Unis, à un taux d'intérêt proche de zéro. Il ne peut y avoir de système de réserves stable avec un dollar volatile». ¹⁴ Le dollar qui avait supplanté l'étalon or n'est plus aujourd'hui capable de continuer à être la devise de référence. Son déficit, une épée de Damoclès sur la planète (la dette américaine dépasse les 12 000 milliards de \$) est financée par d'autres monnaies plus vigoureuses, qui le tiennent en otage. La Chine possède des réserves astronomiques de dollars, et elle doit se doter d'un plan de relance équivalent à 7% à 8% de son PIB. Elle liquide donc ses avoirs en dollars à hauteur de plus de 1400 milliards. Elle a poussé l'aplomb, de sa position de premier producteur aurifère mondial, à racheter sa portion d'or au FMI ainsi que les toutes nouvelles obligations que l'organisation a émises sur ce même montant. Elle n'exclut pas d'acheter des obligations et vice versa à ses autres partenaires du BRIC. Les pays du BRIC – Brésil Russie Inde Chine soit sur le quart des terres émergées 40% de la population mondiale et 15% du PIB mondial- à Ekaterinbourg ¹⁵, en 2009, ont poussé le camouflet en préférant désormais les DTS, le Rouble et le Yuan au Dollar (dans le panier des droits des tirages spéciaux, l'Euro a légèrement devancé le Dollar qui est suivi du yen et de la Livre). Aujourd'hui en 2017, le Venezuela brave

¹⁴ La commission Stiglitz veut reformer la finance à 192, <http://www.infosud.org/spip/La-Commission-Stiglitz-veut-reformer-la-finance-a-192-1529.html>

¹⁵ Poutine qui a contribué avec son prédécesseur à privatiser le secteur public a contribué à créer parmi les plus grandes fortunes du monde. Ces oligarques russes ont pris le contrôle de tous les secteurs, mais avaient omis de se consolider en liquidités et quand la Bourse de Moscou s'est écroulée de plus de 605 en quelques semaines. Il a fallu pratiquement tout renationaliser de peur que les actifs russes ne fuient le pays. La réunion du BRIC a servi à consolider ce front de protection du rouble.

l'Amérique en voulant vendre son pétrole en d'autres devises que le dollar et s'expose à une agression militaire américaine. On peut imaginer que tout ce groupe du G20 - et son hégémonie sur l'économie monde - même chaperonné de quelques autres économies dynamiques, constituerait un panier de devises crédibles pour créer une monnaie supranationale, illustrant une globalisation plus équitable. Une telle monnaie serait probablement plus stable que le dollar actuel. Bien entendu, il faudrait songer à une autre autorité que le FMI, à moins de réformer drastiquement l'organisation. D'ailleurs la requête des pays du sud du G20 d'y voir accroître leur pouvoir (un transfert de 7% des droits de vote des pays les plus industrialisés) est encore insuffisante, et on voit bien l'absurdité de voir la Chine n'y disposer que de 4% de quota, à l'instar de la Belgique. De même, les systèmes financiers dont la capacité hégémonique a meurtri l'économie monde doivent

rendre des comptes. La spéculation sur les devises en l'absence d'un système international gérant les tribulations des taux de change a accentué les déséquilibres financiers mondiaux. Il est hors de question que les pays en développement soient pénalisés par les marchés financiers au nom de la crise, à la source de l'aggravation de leurs problèmes. Les États-Unis, la Suisse le Royaume-Uni, parce qu'intouchables malgré l'épuisement de leur modèle de croissance, ont érigé l'impunité en système. Elle leur est essentielle, non pas pour éviter la catastrophe imminente, mais pour surmonter l'épuisement d'un modèle d'accumulation et s'offrir la résurgence permettant de repousser encore cette fatale échéance. Il est entretemps difficile de pronostiquer à quelle hauteur et quand s'arrêteront les mesures de soutien à la relance économique qui auraient engouffré quelque 5000 milliards de \$?

Le rapport du groupe de travail de la CNUCED avait énoncé une série de recommandations pratiques visiblement passées sous silence dans les cercles des décideurs du G20 et il concluait ;

« Dans une économie mondialisée, l'intervention sur les marchés financiers suppose que les institutions nationales coopèrent et coordonnent leur action et que les institutions spécialisées ayant un mandat multilatéral supervisent cette action. En ces temps de crise, cela s'impose encore plus qu'en temps normal. La tendance de nombreux gouvernements à confier de nouveau aux marchés financiers le rôle de juge ou de jury du processus de réforme – voire du sort de nations entières – ne semble guère judicieuse. Il faut absolument stabiliser les taux de change par une intervention directe et coordonnée des gouvernements, assortie d'une supervision multilatérale, au lieu de laisser le dernier mot aux marchés et d'essayer de «convaincre» les opérateurs de la «crédibilité des politiques» du pays dont la monnaie se déprécie, ce qui signifie généralement l'adoption de politiques procycliques fondées notamment sur une réduction des dépenses publiques ou la hausse des taux d'intérêt. Les problèmes de la spéculation financière excessive doivent être abordés de manière intégrée. Ainsi, ne traiter que les aspects nationaux de la reréglementation pour empêcher une nouvelle bulle immobilière et la création des instruments financiers correspondants à risque ne ferait qu'intensifier la spéculation ailleurs, par exemple sur le marché des actions. Empêcher la spéculation sur les monnaies, grâce à un nouveau système monétaire

mondial prévoyant un ajustement automatique des taux de change, pourrait pousser les spéculateurs à rechercher des gains rapides sur les marchés à terme de produits de base et accroître l'instabilité de ces marchés. Il en va de même pour les succès régionaux dans la lutte contre la spéculation, qui pourraient inciter les spéculateurs à se tourner vers d'autres régions. Ce qu'il faut, c'est fermer le grand casino; aucune autre solution ne saurait être durable. »¹⁶

Renforcer la coopération internationale et réformer les Institutions financières internationales IFI

Sur ces enjeux les demandes des pays du sud au G20 ont déteint. Certes la réaffirmation des intentions se fait dans le paradigme du forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra 2008 qui consolidait la Déclaration de Paris 2005. Un alignement, une appropriation, une harmonisation une responsabilité mutuelle et une plus grande association des bénéficiaires de «l'aide». Les leaders du G20 ont reconnu que les dirigeants des grandes institutions financières internationales devraient être engagés sur la base de la compétence et du

mérite. Que ces institutions devraient être renforcées pour être plus efficaces et légitimes et que ceux qu'ils assistent devraient y voir grandir leur représentativité. Ils ont convenu que ces institutions devraient être réformées afin que leur mandat reflète les changements mondiaux et les enjeux d'une meilleure insertion des pays du Sud dans les décisions. Ils se sont engagés à respecter leur engagement contre le protectionnisme,¹⁷ assuré qu'ils ne réduiront pas leur flux financier vers les pays en développement. Ils ont promis de conclure positivement le cycle de Doha. Ils ont reconnu la dimension humaine de la crise financière et réaffirmé leur intention d'atteindre les objectifs du millénaire, d'atteindre leurs promesses de volume d'aides, de soutenir par l'aide le commerce, d'augmenter les budgets des banques multilatérales et régionales de développement. Ils injecteraient 50 milliards dans les pays les plus frappés par la crise, et assureront des filets sociaux de sécurité avec la Banque mondiale. Ils ont aussi préconisé l'augmentation des limites individuelles de prêts des pays à la Banque mondiale. Ils doubleront les prêts confessionnels du FMI pour les pays les plus pauvres et leur marge de crédit, et s'assureront que des ressources émanant de la vente d'or du FMI permettront de dégager 6 milliards additionnels pour les trois prochaines années. Ils promettent des financements pour la sécurité alimentaire à partir de contributions bilatérales au cadre sur la vulnérabilité de la Banque mondiale. Ils feront tout leur possible pour une relance économique responsable et verte. Ils ont

¹⁶ http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf

¹⁷ Il faudra suivre la guerre du pneu entre Beijing et Washington. Seuls deux pays du G20 n'ont pas adopté des mesures protectionnistes qui partout se sont enclenchées et rien ne prédit que après 2010 se soit la règle suivant le slogan «buy American»

réaffirmé leur intention de combattre le réchauffement climatique en se basant sur leur responsabilité commune et différenciée afin d'aboutir à une solution viable à Copenhague en décembre 2009. Mais quand on sait que la reprise passera avant l'écologie, que rien que les subventions du Nord à leur agriculture ne s'estomperont pas de sitôt et que le commerce mondial selon l'OMC fléchira de 9%, dès 2010 on peut raisonnablement se demander à quoi ces mesures du G20 serviront pour les pays du sud, et l'Afrique en particulier? Tous ces vœux pieux sont souvent restés lettre morte. Leurs enjeux montrent bien que la réponse à la crise mondiale ne devrait pas qu'être financière, mais globale et se faire surtout à l'échelle globale, donc faute de mieux au sein du dispositif multilatéral onusien seule habileté et légitime pour la faire. Le dispositif multilatéral doit être démocratique, c'est-à-dire faire une large part aux pays en développement.

Le G20 semble davantage accaparé par la relance et la croissance durables et surtout se prémunir d'une rechute dont le capitalisme a la hantise. Le développement comme projet de société semble relégué à son acception la plus brute, malgré ses qualificatifs d'efficacité ou de durabilité. Le développement est par essence prédateur. C'est un paradigme hégémonique, un postulat occidentalocentré. Dans tous les peuples où il est entrepris s'y cherche l'équilibre entre le repli et l'ouverture. Et dans notre ère mondialisée par le capitalisme, le développement continu de revêtir la définition qu'en donne Gilbert Rist :

«Le «développement» est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production

croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable». ¹⁸

Ce n'est pas en accolant épithète ou qualificatif que le développement change fondamentalement, mais plutôt en prenant conscience de sa dimension historique et prédatrice, de son culturalisme - pas seulement occidentalocentré - et surtout de son inclinaison à la quête insatiable de la croissance et du profit. Et les alternatives et non des réformes qui viennent conforter le système en gratifiant les principaux responsables de l'aggravation de la crise - BM, FMI, OMC - sont toujours attendues dans la périphérie du système monde. Ceux-là qui ne sont préoccupés que des taux de profit ont toujours négligé ce qu'ils nomment les externalités — l'environnement, les problèmes sociaux... L'équivalent de la mortalité du second conflit mondial y frappe chaque année

¹⁸ Rist, Gilbert, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presse de Science Po, Paris 1996, pp 26-35.

les pays du Sud. La guerre économique et pauvreté tuent par la malnutrition, l'exclusion, les problèmes hydriques, les guerres, les maladies, la délinquance.

Le cynisme de la crise financière et des mesures proposées par le G20 peuvent être soumis à ce qui suit. Les pays en développement ont remboursé dans les 45 dernières années, près de 103 fois les 70 milliards qu'ils devaient en 1970. Depuis 25 ans l'équivalent de 8 plans Marshall - autour de 780 milliards — est allé du Sud vers le Nord (transfert net sur la dette extérieure publique). Aucun pays du Nord à l'exception de quelques pays scandinaves n'honore la promesse faite à Pearson d'octroyer 0,7% de leur richesse au développement. Au contraire, le peu qui en est convoyé sert encore les intérêts stratégiques des bailleurs et la plupart des ONG sont devenues pour l'essentiel des sous-traitants de cette œuvre. Il importe que le milieu de la coopération internationale saisisse que cette crise n'est pas la conjonction de crises ou une grave crise financière, mais bien une crise du système impérialiste ploutocratique et qu'il importe non pas d'assurer sa régulation, mais lui trouver des alternatives adverses.

Rappelons combien 2,2 milliards d'humains déjà enlisés dans la pauvreté absolue ont vécu avec détresse la crise alimentaire. Elle est provoquée principalement par les mesures d'intégration des pays périphériques; par les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières afin de payer la dette ; et surtout par la spéculation des firmes multinationales de l'alimentation, par le fourrage concentré qui permet l'alimentation en viande; la malbouffe de consommation de masse ; par l'agroénergie ; et par l'insécurité entretenue par le complexe militarostatégique. Au plus fort de la crise de 2007, des firmes multinationales responsables de la faim dans le monde sont venues se réfugier à la bourse agricole de Chicago en y achetant massivement des portefeuilles papier maximisant encore davantage leur profit. Elles peuvent refaire la même chose n'importe quand. La reprise mondiale sera hypothéquée par le débalancement des plans de relance trop importants au Nord par rapport à ceux du Sud, et cela prendra concrètement bien plus que le 0,7% d'aide internationale qui n'a jamais été octroyée, voire plus de 1% des plans de relance du Nord, somme certes dérisoire, mais qui pourtant ne sera jamais déployée.

Avec la frustration et le désenchantement collectif en toile de fond, on a vu les tenants de Davos récupérer le discours altermondialiste et desserrer l'étau de la dette. En même temps, les derniers bastions du bien commun sont investis par la rationalité marchande (de l'eau aux plantes, de la culture aux gènes...). Tout cela exacerbe l'exploitation du travail. Compte tenu des différences de rémunération et de productivité par rapport aux pays avancés du centre, la mondialisation

occasionne vers ces derniers toujours davantage de transferts de capitaux et de main d'œuvre sélective. Parallèlement, - par les zones de libre-échange et autres formes d'intégration —, elle procède à un laminage autant des économies des pôles autocentrés des centres capitalistes, que ceux des pôles dominés qui n'ont pu s'autocentrer. Elle les recompose en réseaux productifs mondiaux intégrés, mais concurrentiels. À tous les autres de les imiter et de s'aligner à cette logique ou de péricliter. Sur ces enjeux les pays les plus puissants de la périphérie ne doivent pas abandonner ni leur population ni les pays qu'ils devancent et être solidaires de leurs revendications. Il existe des voies hardies de sorties de crise dans une perspective progressiste et humaniste comme les synthétise Amin :

«Pour identifier les conditions de cette alternative humaniste il est indispensable de partir de la diversité des aspirations qui motivent la mobilisation et les luttes sociales, et regrouper peut-être ces aspirations dans cinq rubriques : (i) l'aspiration à la démocratie politique, au respect du droit et à la liberté intellectuelle ; (ii) l'aspiration à la justice sociale ; (iii) l'aspiration au respect des groupes et communautés divers ; (iv) l'aspiration à une gestion écologique meilleure et (v) l'aspiration à occuper une position plus favorable dans le système mondial. »¹⁹

Le débat sur la nature du panafricanisme concret à construire est à peine amorcé dans nos rangs. Des discussions sur la poursuite du NEPAD et d'un nouveau plan dit agenda 2063 engluent les esprits. Le manque de volonté politique l'Union africaine est hélas patent, et le Groupe de Monrovia qui a symboliquement pris le dessus sur le Groupe de Casablanca y domine toujours les mentalités. L'essentiel des orientations, si d'aventure elles peuvent être progressistes, s'avèrent peu opérationnelles. Les instances de l'organisation en sont encore à croire à la faisabilité du NEPAD, un projet peu viable laissé à la discrétion des bailleurs du Centre, dont nous avons dès son lancement durant le G8 de Kananaskis démontré l'impasse pour le continent.²⁰ La fuite en avant, dans le développement capitaliste, semble même projetée, et dans la dispersion étatique et l'illusion du regroupement institutionnel, à l'horizon 2063. C'est ce qu'envisage le cocktail pour le Maghreb de la commission économique de l'ONU pour l'Afrique qui s'est tenu à Rabat.²¹ Le rapport sur le développement vers cet horizon, en se basant sur la frénésie d'une décennie de croissance toujours exponentielle des matières premières agricoles et minières drainant le continent, envisage une industrialisation²² qui sortira l'Afrique de sa marginalisation.²³ Confortant la Banque mondiale, ou

¹⁹ Samir Amin, Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale ? Conférence de Durban contre le racisme (août 2001).

²⁰ Aziz S. Fall, Critique annotée des 200 points du NEPAD, GRILA, www.grila.org

²¹ Agenda 2063: What will North Africa look like in half a century ?"UNECA, June 7, 2013.

²² Voir aussi Stratégie du plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA)

récemment les banquiers africains à la rencontre marocaine de la BAD, de nouveaux entrepreneurs ont même donné un nom à une nouvelle philosophie capitaliste typiquement africaine, comme l'Africapitalism.²⁴ Ces mêmes acteurs savent, que les grandes démonstrations sur les réfections des codes miniers, le climat d'investissement, la vision minière africaine et la reddition des comptes, etc. ont peu contribué à lever le paradoxe : Une Afrique riche en ressources, au taux de croissance le plus élevé du monde, à l'exception de l'Asie de l'Est, et toujours aux ressources humaines si frappées d'indigence. Ces mannes profitent surtout aux investisseurs, aux sorties illicites de ressources, aux fuites de capitaux, aux paradis fiscaux, à la corruption, à l'évasion fiscale, aux dépenses improductives, à une modernisation déconnectée du développement à voir la déliquescence de nos systèmes d'éducation ou de santé. Le marché mondial continuera d'accentuer la polarisation, restreignant toujours très sélectivement à ses fins, la circulation du travail et privilégiant plutôt marchandises et capital. La myopie de nos élites sur la nécessité de s'opposer, par un désengagement sélectif, au développement inégal inhérent à cette polarisation dépossédante est souvent même fondée sur de bonnes intentions. « Pour l'élaboration de l'Agenda 2063, nous voyons très grand. C'est seulement en voyant grand et en ayant de très grands rêves que nous pouvons transformer notre continent et son Union. Nous espérons prendre des initiatives très audacieuses sur les plans économique et politique », maintient enthousiaste l'ex-dirigeante de la commission de l'Union africaine Mme Dlamini-Zuma.²⁵

Désengagement et intégration collective

Aujourd'hui, Fanon pourrait déplorer que l'Afrique n'ait toujours pas de développement continental et c'est pourquoi nous l'encourageons dans ce sens en proposant une alternative dans le sens du

²³ Africa boasts significant human and natural resources that can be used to promote industrialization and structural economic transformation through value-addition strategies in all sectors (agriculture, industry and services), though not all African countries are rich in natural commodities—some are resource poor. As well as a growing, predominantly young and urbanizing population, the continent is endowed with many natural resources, including plentiful land and fertile soils, oil and minerals. Africa has about 12 per cent of the world's oil reserves, 42 per cent of its gold, 80–90 per cent of chromium and platinum group metals, and 60 per cent of arable land in addition to vast timber resources. Making the Most of Africa's Commodities: Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation, Economic Commission for Africa, Addis Abeba, 2013, p.8.

²⁴ <http://tonyelumelu.com/content/tony-elumelus-speech-given-african-development-banks-annual-meeting-morocco>

²⁵ L'Afrique dans 50 ans, les projections de Mme Dlamini-Zuma Addis-Abeba, Ethiopie (PANA), <http://www.panapress.com/L-Afrique-dans-50-ans,-les-projections-de-Mme-Dlamini-Zuma--12-872959-1-lang1-index.html>

panafricentrage.²⁶ Le panafricanisme gagnerait en effet à être infléchi vers deux impératifs que suggère le panafricentrage. La reconstitution de son africanité et un renouveau progressiste pour réussir un désengagement sélectif du marché mondial, maîtriser l'accumulation et développer nos forces productives. Tous les deux impératifs doivent revenir sur la question du progrès, de la modernité et donc du développement et lui déterminer, aux fins de la désaliénation et de la libération, d'autres impératifs

homéomorphes (c'est-à-dire comme dirait Pannikar qui tiennent compte de leur équivalent local). L'africanité comme le renouveau panafricain pourraient être axés sur l'équilibre de la "maat" et de l'internationalisme. En d'autres mots, les racines fécondes qui permettent un avenir harmonieux pour l'Afrique et sa diaspora. Renouer sans passéisme narcissique avec nos racines communes, les régénérer scientifiquement après les assauts historiques ayant mené à l'amnésie et l'apathie. La redynamisation du panafricanisme passé par d'autres urgences. Ainsi le moment est venu de lancer une conférence internationale et panafricaine sur l'accaparement des terres africaines, surtout les terres agricoles, à l'instar de celle l'avocat trinidadien Henry Sylvester Williams qui, en lançant en 1900 un événement consacré à cet enjeu, impulsa le panafricanisme. L'œuvre des W.E.B Dubois, Marcus Garvey, Lamine Senghor, Garan Kouyate, Price Mars C.L.R James, Casely Hayford, Alioune Diop et de Présence africaine dès 1947, propulseront les congrès et projets panafricains. Leurs legs comme ceux de leurs successeurs à l'instar de Lumumba, Ben Barka, Fanon, Nkrumah, Cabral, Sankara. Rosa Parks, Makonnen, Malcom X, Booker T Washington, Kenyatta, Diop, Rodney, Mandela (qui s'éteint des séquelles de problèmes pulmonaires vestiges de son historique incarcération), Amin, Shivji..., nous servent encore de phare.

La reconstitution du panafricanisme révolutionnaire permet non seulement une critique de l'africanisme occidentalocentré, mais aussi une relecture, sans complaisance et surtout objective et historique de l'Afrique, et de son apport à l'avènement du système monde. Ceci passe par la pleine reconnaissance de l'origine monocentrique de l'humanité, qui annihile toute forme de racisme et d'eugénisme, car l'humanité tout entière est afro-descendante. Ce panafricanisme passe par le rétablissement de l'antériorité de civilisations négro-africaines de l'antiquité et de la contribution de celles-ci, comme des celles des périodes traditionnelles subséquentes, à l'édification des systèmes monde. C'est aussi la compréhension de la manière dont l'Afrique a servi la périphérie de l'Europe, c'est-à-dire les Amériques, avant de devenir elle-même la périphérie du capitalisme.²⁷

²⁶ <http://www.panafricanismusforum.net/start.fr.html> et Conférence sur le Panafricentrage : <http://vimeo.com/31803004>

²⁷ Fall, Aziz Salmone, Actualité de l'œuvre de Cheikh Anta Diop face au racisme scientifique et aux défis de l'Afrique, <http://www.azizfall.com/actualisation.html>

Malgré des progrès notables, l'Afrique est toujours dans une condition difficile qui la maintient dans une injuste et désuète division internationale du travail, qui se perpétue désormais avec des dynamiques endogènes prédatrices. L'UNICEF semble impuissante à éviter qu'environ 29000 enfants, de moins de cinq ans, meurent chaque jour — 21 toutes les minutes —, principalement de causes qui auraient pu être évitées» ; un enfant sur 8 meurt donc en Afrique avant l'âge de 5 ans.²⁸

Fanon crie :

« Nous Africains disons que depuis plus de 100 ans la vie de 200 000 000 d'Africains est une vie au rabais, contestée, une vie hantée perpétuellement par la mort. Nous disons que nous ne devons pas faire confiance dans la bonne foi des colonialistes, mais que nous devons nous armer de fermeté et de combativité. L'Afrique ne sera pas libre par le développement mécanique des forces matérielles, mais c'est la main de l'Africain et son cerveau qui déclencheront et mèneront à bien la dialectique de la libération du continent».²⁹

Personne ne sauvera notre peuple à notre place, et nous sommes 1 milliard, dont près de 3/4 vivent la condition décrite 50 ans plus tôt.^{[1][1][1]}_[SEP]

Pour bien des jeunes Africains attirés par les sirènes des archipels de développement, il y a les damnés de la terre, mais aussi les damnés de la mer que les Maghrébins nomment Haragas ; il y a la saignée démographique de forces productives et de cerveaux suivant le sillage de nos ressources matérielles.^{[1][1][1]}_[SEP] La « main de l'Africain et son cerveau » doivent être infléchis pour atteindre l'impératif de la libération continentale.

Fanon nous a averti :

« On n'a peut-être pas suffisamment montré que le colonialisme ne se contente pas d'imposer sa loi au présent et à l'avenir du pays dominé. Le colonialisme ne se satisfait pas d'enserrer le peuple dans ses mailles, de vider le cerveau colonisé de toute forme et de tout contenu. Par une sorte de perversion de la logique, il s'oriente vers le passé d'un peuple opprimé, le distord, le défigure, l'anéantit. Cette entreprise de dévalorisation de l'histoire d'avant la colonisation prend aujourd'hui sa signification dialectique »³⁰

Cette nécessité du renouveau passe par la lutte contre l'amnésie quasi collective de l'Histoire concrète de l'Afrique et de sa diaspora, mais surtout par le sursaut nécessaire tirant les leçons des luttes anti-impérialistes et de la décolonisation ; des indépendances négociées et des luttes de libération nationale et surtout de l'échec du panafricanisme institutionnaliste. C'est admettre le caractère, toujours inachevé, de la libération totale de l'Afrique et de ses diasporas.^{[1][1][1]}_[SEP] Ceci suppose

²⁸ UNICEF' <http://www.unicef.org/french/mdg/childmortality.html>^{[1][1][1]}_[SEP] ²⁹ Fanon, op cit, p.175.

³⁰ Fanon Frantz, Les damnés de la terre, Paris, Maspero, 1961, p.158.

une réorganisation hardie des forces du changement, notamment notre jeunesse qui, malgré sa capacité d'indignation et de réaction, a vécu plus deux décennies de dépolitisation et de désaffection politique. Ce phénomène fut autant entretenu par nos États désengagés de l'économie, fonctionnant sous procuration des institutions de développement, que par la réduction du champ de vision de nombre de nos partis politiques englués dans les scénarii de factices démocraties pluralistes et de sociétés civiles cooptées. Nous sommes astreints à un impératif et immense effort de stratégies et d'unité, mais aussi de sens de l'introspection, du respect de soi et des autres.

Dans cet élan, où certains souhaiteraient étiqueter le panafricanisme comme une des doctrines africaines, je précise que afrocentré ou afrocentricité doivent être préférés à afrocentrisme. Afrocentrisme comme eurocentrisme est justement une des formes de culturalismes et d'autres intégrismes qu'il faut critiquer et dépasser et qui demeurent des impasses.^{[1][1][1]}_[SEP] Le panafricanisme se propose plutôt d'être une doctrine puisant dans des racines réactivées. Le panafricanisme s'articule, d'une part, autour d'une philosophie qui prône la « maa't » (au sens d'équilibres cosmique, terrestre et personnel, de vérité et de justice sociale) et la redécouverte de nos schémas historiques socioculturels et politiques de régulation. Il s'agira sans passéisme de retrouver les modes de régulations encore utiles dans chaque société et permettant son harmonie et son équilibre.

Le panafricentrage repose, d'autre part, sur une praxis d'intégrité menant à un progrès autocentré panafricain internationaliste, non sexiste et écologique pour une contribution à un monde polycentrique. C'est un historique « matérialisme », partant des conditions historiques d'existence matérielle des Africains et Africaines, appréhendant leur processus de transformation et de reproduction afin d'atteindre une praxis révolutionnaire. Il incombe aux masses laborieuses et aux intellectuels organiques de l'Afrique et de la diaspora de forger cette alternative contre les phases prédatrices de mondialisation. Ces phases n'autorisent que des options compradore et leurs chimériques intégrations continentales. Il nous faut apprendre à endurer et contrer l'oppression, en multipliant et en canalisant des milliers de réseaux et ramifications qui vont dans le sens de cet élan panafricain. Le panafricentrage c'est le processus de conscience politique et historique d'autonomie collective continentale favorisant, par une rupture sélective avec le capitalisme dominant, la maîtrise de l'accumulation, son équitable redistribution. Il promeut la revalorisation de la valeur d'usage et de nos solidarités, un renouveau socioculturel permettant à l'Afrique d'apporter sa contribution active à notre ère.

Je propose aussi le transinternationalisme une formule plus audacieuse pour adapter l'internationalisme aux nouvelles physionomies économiques culturelles et géopolitiques qu'impose l'expansion capitaliste mondialisée. Les non-alignés ont survécu à la guerre froide et subissent plus

que jamais l'unipolarité géopolitique et économique de l'ordre marchand. Il est temps de tourner la page et de prendre position; de s'aligner sur le front du sud et de l'internationalisme réactualisé. Les alignés, résolument anti-impérialistes et anti-capitalistes, se cristallisant dans le sillage de l'internationalisme du 20^e siècle, articulent leurs stratégies sur la défense du « bien » commun et la reconquête de la souveraineté des formations sociales dans la perspective d'une cinquième internationale des peuples. En adaptant l'internationalisme aux nouvelles dimensions transnationales, nous plaçons pour la réorganisation planétaire dans une éthique universaliste et la transition écologique et sociale, se redéployant à partir du Sud principalement, et irradiant les espaces restructurés progressivement au Nord ; et en redécouvrant, dans l'urgence écologique, l'égalitarisme des chances, et la justice sociale, l'engagement individuel de l'humain. Cet engagement personnel qui doit être démultiplié par la résistance collective de la communauté humaine.

Le développement autocentré exige une réforme agraire et l'autosuffisance alimentaire. Il nous faut des modes agraires organiques et des technologies appropriées. Il s'agit de produire et de transformer, en amont et en aval d'une agriculture, la plus organique possible, et en fonction d'une autre loi de la valeur (équilibre revenu rural/urbain, stratégie de plein emploi, prix de production et de transformation, etc.). Le projet a la forme d'autocentrage collectif (collective self reliance), c'est à dire de permettre l'échange de produits entre les zones, et des péréquations entre zones excédentaires et déficitaires. La productivité dans tous les domaines d'activités peut être spectaculaire, tout en y générant le plein emploi dans les étapes de préparation et de transformation de l'agriculture. Une utilisation bio-organique de l'agriculture ne recourt plus à des intrants chimiques et recycle tous ses déchets. Il y est facilement envisageable du biogaz, ou d'autres techniques éliminant les déchets en créant de l'énergie, ce qui assainit les villages et les villes. On peut aussi coupler à de l'énergie solaire pour combler les besoins énergétiques des communautés (et surtout s'opposer à ce que ces sources déployées dans le Sahara n'aillent plutôt en Europe). Les métiers qui préparent l'agriculture et ceux qui la transforment fixent

des populations qui échappent à l'exode rural, parce que dotées de meilleur revenu et d'une qualité de vie. L'agriculture biologique (biomasse, assolement, percolation, pesticides verts, etc.) est faussement décrite comme moins productive par des industriels de pesticides et d'engrais chimiques et de biotechnologies. Une meilleure concentration professionnelle à l'hectare est possible avec ce modèle intensif intégré, préservant l'environnement attendant et une durabilité des écosystèmes arables. Nous prôtons donc un développement durable et non un développement durable. Il est au cœur de la construction d'un marché intérieur de biens de consommation de masse, axé sur nos produits, et des importations sélectivement tournées sur nos besoins essentiels.

Mais là comme ailleurs, plusieurs obstacles demeurent pour l'avènement d'un panafricanisme. Identifions sommairement des horizons stratégiques imminents conditionnant les luttes de l'Afrique et de sa diaspora à venir et susceptibles de les faire triompher avec l'aide d'internationalistes du Nord.

Nous devons absolument générer un sursaut internationaliste et panafricaniste afin que nos élites et nos peuples comprennent que la militarisation de l'Afrique est une impasse. Elle attire et attire plutôt les conflits. La souveraineté de l'Afrique passe par le démantèlement de toutes les bases étrangères, par l'avènement d'une armée continentale, vouée à la défense du seul sol continental et au maintien de la paix, de style Africa Pax.³¹ Ceci suppose une intégration continentale autocentrée tournée vers le progrès social qui va justement à contre-courant de la cooptation et la transformation de nos armées en supplétifs. Ceux-ci sont chargés d'éteindre des conflits, le plus souvent instrumentalisés par «l'ordre mondial» pour l'accès aux ressources naturelles. Nous devons, avant tout, compter sur notre propre unité, et sur la défense des intérêts de nos peuples et ne pas escompter que l'OTAN ou l'AFRICOM le feront pour nous. Ainsi seulement, sera assurée la maîtrise de notre propre accumulation, et que le développement intégré du continent sera enfin concrétisé.

Toutes et tous pour la repolitisation citoyenne et panafricaine de notre jeunesse.

AFRICOM go home, L'Afrique aux Africain-Es.

Plus de bases étrangères ni en Allemagne, ni en Afrique ;

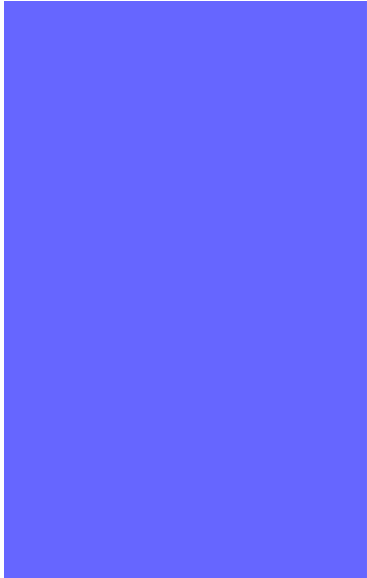
Non à la militarisation terroriste, et à la présence des bases étrangères, des Chagos à Diego Garcia en passant par Libreville, Sao-Tomé , Ceuta, Ndjamena, Djibouti ou Tripoli... ;

Non à l'assaut généralisé sur les ressources naturelles et terres agricoles africaines par des multinationales ;

Non aux dirigeants-Es qui subordonnent l'Afrique à l'impérialisme ;
Pour une transformation démocratique et populaire de l'UNION AFRICAINE ;
Vive la décolonisation définitive de l'Afrique unie et indivisible.
Africaines, Africains, internationalistes, debout pour la défense du continent africain.

³¹ Africa Pax: Une solution aux problèmes de gestion et de règlement des conflits en Afrique, applicable en zone interlacustre, GRILA, Genève, 1995, <http://www.grila.org/publi.htm>
Dans cette lancée, certains pays africains ont apparemment réussi au 21 ème sommet, 2013, à

convaincre la commission de l'impératif d'une force de réaction rapide uniquement africaine qui ne soit pas inféodée aux forces extérieures, en réalité elle est déjà logistiquement sous tutelle.



Pour :

• L'autosuffisance alimentaire, la réforme agraire, la modernisation agricole au rythme de chaque société ; l'avènement de marchés de biens de consommation de masse, pour la satisfaction des besoins essentiels.

• La nationalisation des ressources dans une perspective de participation citoyenne et patriotique et la reconquête de la marge de manœuvre de l'État et son réaménagement souverain pour la confédération africaine.

• L'industrialisation légère, complétant l'agriculture, et le rééquilibrage du revenu ville/campagne.

• L'intégration régionale et continentale accélérée par complémentarité et péréquation.

Miser sur des brevets et une technologie à notre portée et selon nos moyens.

• Banque centrale, monnaie continentale.

• Parlement continental sur les grands enjeux de développement et de sécurité.

• Armée continentale et brigade civile de prévention des conflits et de reconstruction postconflits.

• Coopération tricontinentale contre la spéculation, avec des internationalistes du Nord qui partagent la lutte contre l'impunité, l'enrichissement illicite et l'atteinte aux droits de la personne.

• La fin de l'impunité sur toutes ces formes

• Lutter collectivement pour refuser de payer la dette ; décrocher des programmes de plafonnement de la pauvreté et peser pour réformer les institutions internationales et pour une coopération internationaliste plafonnée à 0,7 % et non liée.

• L'émancipation totale des femmes et le changement des mentalités masculines.

• La repolitisation démocratique des masses et leur auto-organisation contre l'impérialisme, les régimes compradors et les comportements anti-progressistes. La participation active des jeunes aux mécanismes de décision et d'exécution sociopolitiques.

• Décrypter les comportements irresponsables consuméristes et ostentatoires et redécouvertes des schémas de solidarité.

• Sauvegarder les ressources naturelles et environnementales, par un comportement civique et écologique.

• Organiser les forces de la diaspora progressiste et les forces vives du continent vers le panafricentrage.

• Organiser le retour des diasporas africaines volontaires des Amériques, d'Allemagne et d'ailleurs.

• Œuvrer pour un monde humaniste progressiste et polycentrique et la préservation des «biens» communs par un développement responsable et populaire.